

DEPARTEMENT DU VAR  
COMMUNE D'ARTIGNOSC SUR VERDON

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU MAIRE  
N° 2024-09-053

OBJET : DROIT DE PREEMPTION

Le Maire de la commune d'ARTIGNOSC - SUR - VERDON,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu, la délibération du conseil municipal N° 2020-12-052, du 04 décembre 2020, portant délégations consenties à Monsieur Serge CONSTANS, Maire d'ARTIGNOSC-SUR-VERDON, par le conseil municipal, dans un souci de favoriser une bonne administration communale ;

Vu, la délibération en date du 09 janvier 1987, instituant le droit de préemption urbain ;

Vu, la délibération en date du 14 novembre 1987, portant décision de maintenir le droit de préemption urbain ;

Vu, les déclarations d'intention d'aliéner reçues les 21 juin, 4 juillet et 9 septembre 2024 ;

DECIDE

**Article 1** : de ne pas préempter le bien cadastré : parcelles N° 167+169 section C, appartenant à Monsieur Laurent ZERDOUMI, d'une superficie totale de 2368 m<sup>2</sup> ;

**Article 2** : de ne pas préempter le bien cadastré : parcelles N° 332+330 section F, appartenant à Monsieur Serge CONSTANS, d'une superficie totale de 179 m<sup>2</sup> ;

**Article 3** : de ne pas préempter le bien cadastré : parcelle N° 817 section F, appartenant à Madame Mireille JOUSSELIN, d'une superficie totale de 1202 m<sup>2</sup> ;

**Article 4** : Madame la secrétaire de mairie est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée :

- à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIGNOLES ;
- aux intéressés ;

Fait à ARTIGNOSC sur VERDON, le 9 septembre 2024

Le Maire, Serge CONSTANS



Accusé de réception

ID : ID083218300051 - 20240909-DM202409053 DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le Sous Préfet :

Notification par

Publication sur le site internet le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle que conformément aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat, devant le tribunal administratif de TOULON par voie postale au 5 rue Racine - CS40510 - 83041 TOULON Cedex 9, ou par voie dématérialisée sur l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).